

productions les plus banales, les plus proches des traditions d'esclavage domestique (textiles, montage de petit matériel, etc.).

Tout autre est la sphère américaine : le centre qui la domine (les États-Unis) n'est plus lui-même dominant au niveau mondial, ni technologiquement, ni financièrement. Et la puissance militaire de cette tête de file ne lui sert ici qu'à une chose : gérer, tant bien que mal, militairement, le gigantesque problème d'ordre public engendré dans l'ensemble de l'hémisphère par la propre déliquescence de ses propres compromis sociaux, la guerre de la drogue.

Quant à organiser les réseaux économiques de sa sphère de coprosperité – le mot est ici mal choisi ! –, c'est une autre affaire. Les États-Unis ne contrôlent qu'une seule marche de leur frontière sud : le Mexique. Toute l'Amérique du Sud, avec des pays jadis si prometteurs (Brésil, Argentine), est aujourd'hui coincée dans un ressac de l'Histoire, trop endettée, trop loin des États-Unis devenus trop faibles, en attendant que le Japon et l'Europe veuillent bien s'intéresser de nouveau à elle – ce qui semble déjà le cas pour le Chili.

En septembre 1991, j'ai pu visiter quelques usines de la frontière nord du Mexique. Un tout petit échantillon de cinq usines, mais si mes collègues mexicains avaient obtenu pour moi l'autorisation de les visiter, c'est que leurs diri-

geants étaient particulièrement fiers de ce qu'ils avaient à montrer. Or, sur les cinq usines, quatre échappaient à la domination soit technologique, soit financière des États-Unis, soit les deux :

– l'usine Sony de Tijuana : les deux, évidemment ;

– l'usine Rockwell (faisceaux hertziens) de Nogales : matériel américain... mais elle venait d'être rachetée par le Français Alcatel !

– l'usine de ciment du Yaqui (magnifique cathédrale du productivisme, ultramoderne) : toutes les machines étaient suisses ;

– la tout aussi moderne usine Ford, de Hermosillo, la plus cocasse : tout, sauf le travail (mexicain) et quelques pièces détachées venues du Middle West, était japonais ; les robots, les presses, l'acier, même les moteurs GTI et, bien entendu, les discours, étaient importés du Japon...

J'ai quand même visité une vraie *maquiladora* (sous-traitante) d'une entreprise *gringo* : une usine de tronçonneuses, à Hermosillo. Mais ce fut pour apprendre aussitôt que les usines mères du groupe, celles qui fabriquent les pièces, allaient elles aussi s'installer au Mexique. Et c'est là le pire drame de l'industrie américaine : ayant choisi pour elle-même la stratégie des bas salaires et de la faible qualification, elle n'a aucune raison de garder sur son propre territoire

le cœur de son appareil productif, comme ont su le faire l'Allemagne et le Japon. Toute la manufacture des États-Unis est appelée à glisser vers la main-d'œuvre mexicaine... avec des machines de plus en plus souvent européennes ou japonaises.

ET LA FRANCE ?

Dans le nouveau régime international, la France n'opère plus que par le filtre de son rôle dans l'Europe. Ce n'est pas forcément une faiblesse : ce peut être un levier.

L'Europe est en effet un microcosme du système mondial, en mieux coordonné. Les principaux États y conservent en effet une aire d'influence mondiale spécifique, et cette multipolarité géographique se redouble d'une multipolarité fonctionnelle. L'Allemagne y joue le rôle de ministre de l'Industrie et des Finances – donc, *de facto*, celui du Premier ministre ; la France y tenait le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, plus spécifiquement en direction de la Méditerranée, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Lorsque, le 24 septembre 1990, François Mitterrand prononça le célèbre discours à l'Onu qui eût pu changer la face des choses (« Il suffit que l'Irak annonce son retrait pour que tout devienne possible... y compris l'examen de la question palestinienne »), il

emportait certainement le soutien tacite et bienveillant de l'Allemagne. Comment alors la France a-t-elle pu glisser vers l'acceptation de la résolution 678, puis se fondre totalement dans le dispositif diplomatico-militaire américain, jusqu'au rejet sévère du plan soviétique et à l'engagement terrestre vers As-Salman ?

L'argument « parce que Saddam a tout refusé » ne tient pas : l'URSS, elle, est arrivée à tirer son épingle du jeu diplomatique. Ce qui fait problème, c'est le changement de positionnement de la France, qui fut sanctionnée par l'hostilité à la guerre de ses anciens ministres des Affaires étrangères et de la Défense.

La première raison fondamentale me semble être à rechercher dans la crise larvée du système Europe. À l'évidence, le levier Paris-Bonn fut bloqué, et spectaculairement, dans la première semaine de janvier, par deux autres pays de la CEE : la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui firent obstacle à toute politique européenne autonome par rapport aux États-Unis. Cette hostilité – à un axe Paris-Bonn – a des raisons intrinsèques : la peur d'une Europe Allemande de la part de ces deux pays. Mais, au-delà, l'axe Amsterdam-Londres-Washington renvoie à une tendance historique beaucoup plus lourde. Il s'agit des trois dernières capitales de « l'économie-monde » capitaliste – au sens d'Immanuel Wallerstein et de Fernand Braudel. Ces trois

centres ont successivement gouverné le monde capitaliste, ils sont aussi le berceau des « Sept Sœurs », les grandes compagnies pétrolières qui contrôlaient le Moyen-Orient jusqu'en 1973. La « culture impériale » de ces pays est radicalement différente de la forme d'hégémonie que visent aujourd'hui l'Allemagne et le Japon. Les empires hollandais et britannique furent de véritables empires coloniaux, soutenus par une flotte capable d'interventions militaires. Les États-Unis se dégagèrent de la nécessité d'une occupation directe du territoire, mais conservèrent une culture d'intervention militaire directe. Plus tard venus, l'Allemagne et le Japon tentèrent eux aussi de se tailler un empire, mais, par deux fois en ce siècle pour l'Allemagne, leurs empires furent démantelés. Après cette expérience cuisante, ces deux pays renouent aujourd'hui avec la tradition italienne de l'empire désarmé : la domination purement capitaliste sur une sphère de coprosperité.

Or, la France, et plus particulièrement sa social-démocratie, est plutôt imprégnée de la culture militaire de l'*imperium*. Suez et l'Algérie – deux exploits de gouvernements auxquels participa François Mitterrand – auraient pu l'en guérir. Mais faute d'un soutien suffisant de la CEE à une politique alternative, le vieux tropisme ne pouvait qu'entraîner la France vers l'alignement... sur la Grande-Bretagne. D'au-

tant plus que la France partageait les craintes anglo-hollandaises vis-à-vis de la puissance allemande. Comme l'Angleterre – et au fond comme les États-Unis –, elle pouvait chercher à monnayer sa puissance militaire et sa place au Conseil de sécurité pour contrer l'hégémonie économique allemande. En outre, troisième exportateur d'armes mondial, elle ne pouvait se résoudre tout à fait à une politique de désarmement négocié chez ses clients. La crise du Golfe poussa au paroxysme la contradiction entre sa « politique arabe » et son tropisme colonial, dans une conjoncture où les mêmes raisons qui poussèrent les États-Unis à s'affirmer comme *condottiere*, face à l'Allemagne et au Japon, poussaient aussi la France à adopter une attitude semblable : elle fait aussi partie du bloc des vaincus de la guerre économique des années quatre-vingt.

Mais n'est pas *condottiere* qui veut. « Valet d'arme » des États-Unis, elle se contenta de briller par l'efficacité de sa logistique et l'excellence de ses rations alimentaires – elle eut quand même droit à la chevauchée vers As-Salman... La France ne ramassa que 1 milliard de dollars de la main du Koweït, et un pourboire de la part de l'Allemagne et de la Belgique – plus peut-être que le coût réel de sa participation à l'expédition, mais moins que la solde de la Grande-Bretagne. Devenue ainsi une Grande-Bretagne

comme une autre, sacrifiant ses priorités (enseignement, recherche) à ses investissements militaires, donc s'engageant durablement dans ses nouvelles fonctions, la France abandonnait du même coup, aux yeux de l'opinion arabe et des gouvernements actuels et futurs de la région, tout l'acquis du « double jeu » gaulliste. Le « ministère européen du Tiers Monde » était déserté.

À jamais ? Bien sûr que non. De même que François Mitterrand se sépara de son ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, qui, privilégiant l'autre pôle de la contradiction, s'était révélé inapte au « ministère de la Gendarmerie », de même l'Allemagne, désarçonnée un moment par la désertion française, se mit à la recherche d'un nouveau « ministre du Tiers Monde ». Les candidats ne manquaient pas.

Dès le lendemain du « massacre du bunker », le 15 février 1990, l'Espagne et l'Italie posaient leur candidature en proposant de suspendre le bombardement des civils irakiens. Mais, surtout, Mikhaïl Gorbatchev s'engouffra dans la place laissée vacante. Très significatif fut le coup de téléphone direct entre le chancelier Kohl et Mikhaïl Gorbatchev « pendant » la discussion décisive de ce dernier avec Tarik Aziz. Dans les heures qui suivirent, Mikhaïl Gorbatchev tenta de se coordonner avec l'Italie, et n'appela François Mitterrand que le samedi 23 février –

« À l'heure du déjeuner », nota ce dernier, agacé –, à quelques heures de l'hallali. Dès lors, l'Italien De Michelis pouvait avancer son plan de réforme du Conseil de sécurité : l'entrée de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Un vieil « axe » sans doute promis à un bel avenir...

LES TERRES INCONNUES

Sur l'autre rive du *limes*, il faut enfin se souvenir que la triarchie du Nord n'organise finalement pas grand-chose, mais que ces « terres inconnues » n'en ont pas moins une histoire, restent dans l'Histoire.

La sous-économie-monde-japonaise englobe à coup sûr, dans une première strate, la Corée, Taïwan, puis la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et, enfin, les franges côtières de la Chine, tandis qu'elle partage l'Australie et le Chili avec la sphère américaine. Dans cette partie « organisée » de l'Asie-Pacifique, tout événement local est événement de son économie-monde, même s'il est totalement ignoré de nous, provinciaux européens. Plus loin, en revanche, la Chine profonde, l'Inde déchirée par les guerres ethno-religieuses, ou encore l'Indochine et la Papouasie-Nouvelle-Guinée restent plongées dans les ténèbres extérieures : on s'y bat, mais le monde s'en moque. Y vit pourtant... un peu moins de la moitié de l'humanité.

Même scénario dans la sphère européenne : s'il n'y avait pas, en « Europe légitime », des immigrants arméniens et des Yougoslaves, on préférerait ignorer ce qui se passe dans ces marches « inutiles » de l'Est que sont devenus les Balkans et la Transcaucasie, sans parler du Kurdistan ni de l'Asie centrale. De même, on suit avec angoisse la progression de l'islamisme sur la rive sud de la Méditerranée, parce que les marches maghrébines sont étroitement imbriquées au centre de l'économie-monde européenne. Mais on se moque de cette même progression au Sénégal, et encore plus éperdument de ce qui peut bien se passer au Liberia et dans la corne de l'Afrique orientale.

Même chose *a fortiori* dans la « sphère rétrécie » de codépression américaine : les terres inconnues commencent au sud de Mexico, englobent les zones maya et inca, toute l'Amazonie, et on serait presque soulagé de voir à leur tour l'Argentine et le Brésil disparaître de l'histoire humaine, plutôt que de voir leurs chômeurs regagner l'Italie, l'Espagne ou le Portugal de leurs ancêtres.

Seulement voilà. Tous ces mondes des ténèbres extérieures continuent d'exister – d'ailleurs, nous commerçons avec eux : café ou avions du Brésil, confection du Bangladesh ou... cocaïne des Andes, comme les Romains commerçaient avec l'Inde ou la Chine. Leur lien avec nous se

destructure... mais alors de nouvelles structures apparaissent en leur sein : des « empires intermédiaires ».

Chemin faisant, nous avons noté l'avènement de l'un d'eux : la Turquie, grand vainqueur, plus que l'Iran, de la seconde guerre du Golfe. Mais nous avons aussi relevé l'oraison funèbre d'un royaume intermédiaire : l'Irak. L'un comme l'autre auront été aidés dans leur essor par le Nord, au nom de la « stabilisation » ou de la lutte contre un péril encore plus grand. Cette « *realpolitik* » peut aller extraordinairement loin : que l'on se souvienne de l'intronisation par les États-Unis des successeurs marxistes-léninistes tigréens de Mengutsu, en Éthiopie...

Un jour, je me suis retrouvé assiégé, avec quelques dizaines d'Européens, dans une haute vallée du Pérou, par une insurrection paysanne visiblement pas dirigée par le Sentier lumineux. Après notre « évasion », un « spécialiste » me confia : « Oui, le Sentier lumineux, ce sont des fascistes pires que les Khmers rouges, mais ça vaudrait encore mieux que ce qui menace le Pérou : le retour au chaos, à l'anarchie pré-inca, vallée par vallée. » Sans aller jusqu'à cet extrême, il faut bien saisir la contradiction : encourager des « États intermédiaires » pour éviter le chaos, des États intermédiaires forts – pas de simple fantoches dont il faudrait aller faire la gendarmerie... mais alors ces États forts seront